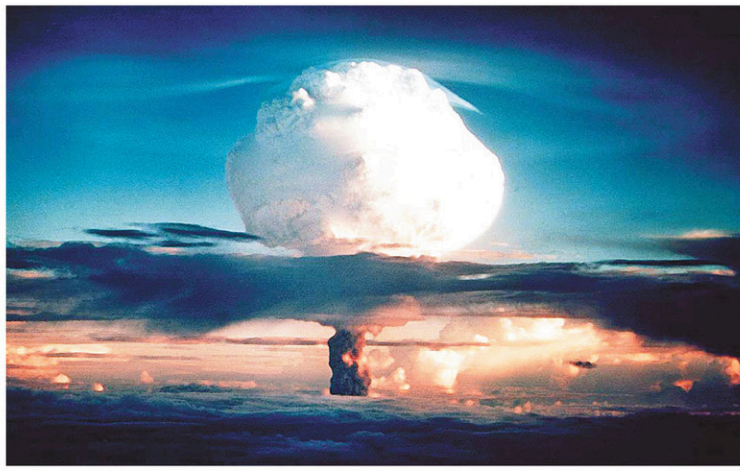


La Corée du Nord a-t-elle vraiment testé une bombe H?

Page B 1



Le **Lac des cygnes** afro-gai de Dada Masilo et son prince en tutu Page E 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVI N° 303

LE DEVOIR, LES SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 JANVIER 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

## Québec bloque le renvoi du d.g. de la CSDM

Craignant la « turbulence », le ministre empêche les élus scolaires de faire le ménage de leur haute direction

PHILIPPE ORFALI

Les élus de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ont voulu faire le grand ménage au niveau de la haute gestion de l'organisme en déclenchant une enquête sur son directeur général, Gilles Petitclerc. L'enquête terminée, Québec leur bloque maintenant la route, le projet de loi sur la réforme des commissions scolaires interdisant formellement à celles-ci de congédier leur premier dirigeant.

Depuis le 4 décembre, Catherine Harel-Bourdon se retrouve face à un mur. Après avoir consacré des dizaines de milliers de dollars pour une enquête externe complète sur la gestion et l'administration des ressources de la CSDM par son d.g., le conseil des commissaires a aujourd'hui les mains liées.

En plus de dissoudre les conseils des commissaires et de les remplacer par un conseil scolaire donnant plus d'influence aux parents et au personnel scolaire, le projet de loi sur la réforme des commissions scolaires interdit à l'article 193 « le congédiement du directeur général de même que la résiliation de son mandat », et ce, de la présentation du

VOIR PAGE A 8 : CSDM

## TransCanada embauche un influent libéral

Patrice Ryan agit comme lobbyiste pour le pipeline Énergie Est

ALEXANDRE SHIELDS

TransCanada a embauché un lobbyiste qui est aussi un membre actif de la Commission politique du Parti libéral du Québec depuis plusieurs années. Son mandat, qui cible plusieurs ministres influents du gouvernement

de Philippe Couillard, est directement lié à la promotion du controversé projet de pipeline Énergie Est.

Selon ce qu'a constaté *Le Devoir*, l'inscription de Patrice Ryan, militant de longue date du Parti libéral du Québec (PLQ), est apparue au registre des lobbyistes du Québec le 2 décembre

2015. Son mandat comme « lobbyiste-conseil » rémunéré par la pétrolière est toutefois en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2015.

Il est valide pour le moment jusqu'à la fin de 2016, soit la période au cours de laquelle le projet

VOIR PAGE A 8 : TRANSCANADA

## QUÉBEC SALUE « MONSIEUR L'ALLIER »



CLEMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

L'occupant actuel de l'Hôtel de Ville de Québec, Régis Labeaume, a rendu hommage, vendredi, à l'un de ses illustres prédécesseurs, Jean-Paul L'Allier, exposé en chapelle ardente dans la salle du conseil municipal. Des dizaines de citoyens sont aussi venus saluer celui que plusieurs appelaient « Monsieur L'Allier ». Page A 2

## AUJOURD'HUI



**Plaisirs** · Un tour de la Guadeloupe, papillon des Antilles, et de son chaquet d'îles, entre les sucrières et les plantations de café. Page D 1

**Actualités** · Le policier (et député) Bill Blair pilotera la légalisation de la marijuana. Le gouvernement Trudeau a promis la réforme dans un premier mandat. Page A 3



Avis légaux..... C 6  
Décès..... C 7  
Météo..... C 6  
Mots croisés..... D 5  
Petites annonces..... C 7  
Sudoku..... D 4

## Le tutorat, ou l'autre école privée

Éducation parallèle, « de l'ombre » ou « supplémentaire », les activités d'apprentissage en surplus de l'école, ou tutorat privé, ont le vent dans les voiles. Injustice scolaire ou coup de pouce pour pallier les faiblesses de l'école publique?

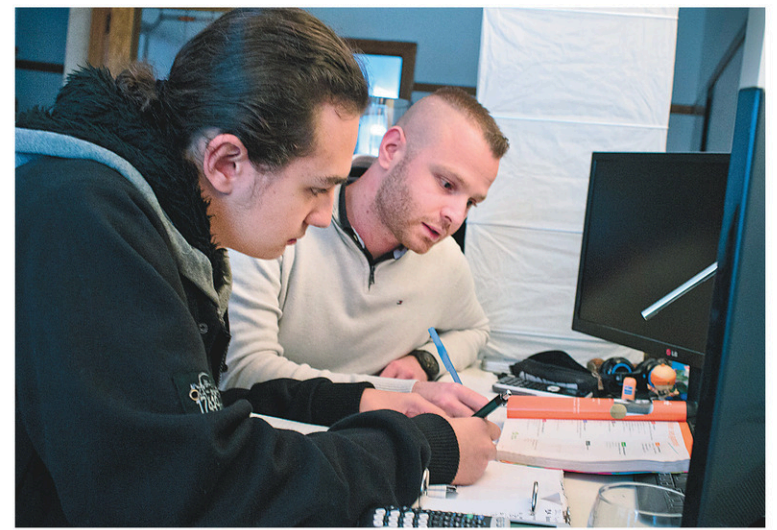
SARAH R. CHAMPAGNE

Un samedi de décembre, 15 h. Chaises en oblique, lumière dirigée, le silence d'un appartement de Villeray ne

laisse filtrer que le son de la voix d'Armand Luque et de celle d'Anthony Sunseri, son tuteur.

Une calculatrice grand format et sophistiquée déborde

VOIR PAGE A 8 : TUTORAT



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Armand étudie les maths avec son tuteur, Anthony.

### Dossier

La recette chinoise du succès scolaire Page A 4

Le boom de l'industrie du tutorat privé Page A 5

**Stores de Qualité**  
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

**MOTORISATION DISPONIBLE**

QUÉBEC 418-654-8677  
LÉVIS 418-654-8677  
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677

MONTRÉAL 514-231-8677  
LONGUEUIL 450-445-9829  
LAVAL 450-627-3716

Certifié 5 Étoiles

**SUR MESURE ESTIMATION GRATUITE 1 855 770-8677**

**OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES**

TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS  
STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX

**50%**  
DE RABAIS  
OU  
INSTALLATION  
GRATUITE

MONTRÉAL • QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BELOEIL • BOISBRIAND • MAGOG • ST-AGATHE • MONT-TREMBLANT

## ACTUALITÉS



Le maire de Québec, Régis Labeaume, a rendu hommage à l'ancien maire de la capitale.

CLÉMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

## Québec fait ses adieux à « Monsieur L'Allier »

ISABELLE PORTER  
à Québec

Des plus connus aux plus anonymes, les gens de Québec ont défilé vendredi à l'hôtel de ville de Québec pour dire au revoir à celui que plusieurs appelaient « Monsieur L'Allier ». La chapelle ardente, qui se terminait vendredi à 20 h, est suivie ce samedi de funérailles à la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec.

Jean-Paul L'Allier est décédé dans la nuit de lundi à mardi à l'âge de 77 ans à la suite d'une courte maladie.

« Il part trop vite », a résumé l'ancien patron du port, Ross Gaudreault, qui a été parmi les premiers à présenter ses

vœux à la famille dans la salle du conseil.

Dans la file dehors, les gens parlaient de « M. L'Allier » avec émotion. « C'était un grand humaniste », a résumé Suzanne Vincent, une résidente de Québec.

À l'intérieur, les gens étaient accueillis par sa conjointe, Johanne Mongeau, ses quatre fils (Simon, Marc-Antoine, Benoît et Jean-Christophe) et leur conjointe. Certains de ses six petits-enfants étaient également présents.

Les funérailles auront lieu ce samedi après-midi à la basilique juste en face de l'hôtel de ville, dans le Vieux-Québec. La cérémonie sera présidée par le cardinal Gerald Cyprien La-

croix. L'homélie sera lue par M<sup>gr</sup> Maurice Couture, ancien archevêque de Québec, qui a bien connu M. L'Allier.

Plusieurs personnalités du monde politique sont attendues, mais ce n'est pas le cas du premier ministre Philippe Couillard, qui se trouve à l'étranger. Aux dernières nouvelles, le chef de l'opposition, Pierre Karl Péladeau, devait s'y rendre.

Radio-Canada a en outre révélé dans la journée que l'actuel chef de cabinet de M. Péladeau, Pierre Duchesne, préparait une biographie de M. L'Allier. L'ancien journaliste, qui est aussi auteur d'une biographie de Jacques Parizeau, a dit avoir enregistré des centaines d'heures d'entrevue avec l'ancien maire ces dernières années.

## Un homme droit

Vendredi, des politiciens de différentes appartenances se sont déplacés à la chapelle ar-

dente. Le député Éric Caire, de la Coalition avenir Québec, a dit que M. L'Allier avait « contribué à polir le diamant », en parlant de la ville.

L'ancienne conseillère d'Équipe Labeaume, Francine Lortie, l'a décrit comme un « grand communicateur, un homme assez doux qui imposait le respect ».

À l'intérieur, les gens étaient accueillis par sa conjointe, Johanne Mongeau, et ses quatre fils

Certains membres de sa famille élargie étaient aussi dans la file. Yvon Laliberté attendait patiemment et discrètement avec sa tuque des Nordiques de Québec. Père de la conjointe d'un des fils de M. L'Allier, Marc-Antoine, il a dit que « c'était un bon père de famille et un bon grand-père ».

Deux de ses cousines, Monique et Huguette Giroux, ont évoqué le « beau grand cousin » qu'elles admiraient petites. « C'était un homme généreux et droit », a ajouté la première. « Il a toujours aimé Québec. »

Le Devoir

## Un chercheur exclu de l'Ordre du Canada

Le titre d'officier du Canada a été retiré au chercheur Ranjit Chandra en raison des accusations de fraude scientifique dont il a fait l'objet. L'annonce concernant le scientifique, autrefois lié à l'Université Memorial de Saint-Jean, à Terre-Neuve-et-

Labrador, est parue vendredi dans la Gazette du Canada. Ranjit Chandra, dont la nomination remontait à 1989, a été reconnu coupable d'avoir falsifié une étude portant sur le lien entre les préparations pour nourrissons et l'eczéma. Sur la liste des personnes dépouillées de leur insigne de l'Ordre du Canada, le médecin rejoind notamment l'ex-magnat de la presse Conrad Black.

Le Devoir

## UBER

## Juripop s'attaquera au contrat et aux tarifs « abusifs »

LIA LÉVESQUE

C'est en invoquant une loi québécoise et le Code civil que la Clinique juridique Juripop pense pouvoir poursuivre Uber, si l'entreprise n'accepte pas de rembourser les clients qui ont dû déboursier des sommes qualifiées de démesurées pour un déplacement la nuit du jour de l'An.

Au cours d'une rencontre avec la presse, vendredi à Montréal, le président de Juripop, Marc-Antoine Cloutier, a présenté la mise en demeure qu'il a servie à Uber, la veille, se disant prêt à intenter un recours collectif devant les tribunaux si les clients concernés n'obtiennent pas un remboursement.

Selon lui, une vingtaine de clients se seraient déjà manifestés, en plus de la requérante potentielle au dossier, Catherine Papillon.

Présente à la conférence de presse, M<sup>me</sup> Papillon a admis qu'elle avait bien vu le chiffre « 8,9 » encadré sur l'application d'Uber, mais qu'elle n'a alors pas compris que cela voulait dire qu'elle paierait 8,9 fois le tarif normal de 10\$ pour sa course de moins de 10 kilomètres. Elle a affirmé avoir quand même vérifié auprès du chauffeur, qui lui aurait dit que la course allait coûter « 36\$ et quelques sous ». Or, c'est plutôt une somme de 97,18\$ qui lui a finalement été facturée, soutient-elle.

M<sup>e</sup> Cloutier invoque d'abord le Code civil, affirmant que le client et Uber concluent une forme de contrat d'adhésion lorsque le client utilise l'application d'Uber. Et il s'agit d'un contrat pour lequel le client ne peut négocier les conditions. Or, il note que le Code civil précise qu'on ne peut consentir à un contrat qui est « abusif ».

« Le contrat d'Uber, c'est un contrat d'adhésion dont on ne peut pas négocier les termes. Et il y a des règles particulières qui s'appliquent à ça. On ne peut pas invoquer le consentement d'un consommateur à sa propre lésion. On ne peut pas consentir à se faire soi-même flouer. Et ici, ce qu'on vient dire, c'est qu'il y a une disproportion tellement importante entre le prix payé par le consommateur et la nature du service qui est offert qu'il y a ici abus. Et dès qu'il y a abus, il y a lésion », a expliqué M<sup>e</sup> Cloutier.

## ARMEMENT

## Le Canada défend son contrat avec l'Arabie saoudite

Ottawa — Le gouvernement de Justin Trudeau, sous le feu des critiques des défenseurs des droits de l'homme, a justifié vendredi un important contrat de vente d'armement à l'Arabie saoudite.

Après l'exécution la semaine dernière de 47 personnes dont le chef religieux chiite Nimr Baqer al-Nimr, figure de la contestation contre le régime saoudien, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a estimé nécessaire d'entretenir des relations avec le royaume wahhabite pour faire avancer les droits de l'homme.

Pas question pour M. Dion de remettre en cause un contrat de 13 milliards \$US. Signé en 2014 par le précédent gouvernement conservateur, le contrat porte sur la vente de véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite et qui seront fabriqués par la filiale canadienne du groupe américain General Dynamics.

Pour Stéphane Dion, la signature d'un contrat ne signifie pas pour autant un cautionnement d'un régime politique. Le Canada « a des contrats de vente d'armes à des pays dont on n'aime pas forcément les régimes », a-t-il déclaré vendredi sur les ondes de Radio-Canada.

Le ministre des Affaires étrangères, qui avait dimanche

« L'argument du consentement, ici, de notre côté, il ne vaut absolument rien. Il n'est pas une excuse à des tarifs aussi importants imposés au consommateur », a tonné M<sup>e</sup> Cloutier.

« Ce genre de consentement-là, ça s'apprécie dans un contexte particulier. On sort d'un endroit; on télécharge l'application; les conditions d'utilisation sont dans un autre document, difficile à lire. On accepte les tarifs qui nous sont proposés par Uber en se disant « si je prends Uber, ça va me coûter moins cher qu'un taxi » et on se retrouve avec une facture qui ne fait aucun sens par rapport au service qu'on vient de commander », a fait valoir M<sup>e</sup> Cloutier.

L'avocat invoque également la Loi sur la protection du consommateur, en vertu de laquelle le client d'Uber est cette fois considéré comme un consommateur, qui est donc protégé contre des publicités qui peuvent l'induire en erreur et contre des tarifs exagérés, selon lui.

## Version d'Uber

Du côté d'Uber, le porte-parole Jean-Christophe de Le Rue fait valoir que les tarifs d'Uber augmentent en fonction d'un algorithme pendant les périodes de fort achalandage pour inciter davantage de chauffeurs à se rendre disponibles.

Il s'agit d'un concept de « prix dynamique » qui est basé sur la loi de l'offre et de la demande. Autrement dit, quand il y a beaucoup de demande, les prix grimpent puisque le service est couru.

Et « lorsque les prix augmentent, cela est clairement indiqué dans l'application: les usagers sont informés et invités à confirmer et à accepter une augmentation des tarifs — ou ils peuvent opter pour obtenir une notification lorsque les prix baissent » et attendre, réplique M. de Le Rue. « Nous avons utilisé plusieurs méthodes pour informer nos usagers à l'avance du réveil pour nous assurer qu'ils étaient au courant et pourraient prendre une décision éclairée », ajoute-t-il.

Selon lui, le consentement des clients était donc éclairé. Lorsque l'application leur soulignait le multiple « 8,9 » ou « 2,3 », par exemple, les clients devaient même confirmer qu'ils l'acceptaient, affirme-t-il.

La Presse canadienne

Bovet .CA

Après 108 ans d'activités au Québec, Bovet annonce avec regret la fermeture définitive de tous ses magasins dès le samedi 30 janvier 2016.

GRANDE VENTE DE FERMETURE

50% À 90% DE RABAIS

SUR TOUTE LA MARCHANDISE

MONTRÉAL | Le grand magasin 4475, boul. Métropolitain Est (sortie 76)  
514 374-4555 ou 1 866 32BOVET

Quartier DIX30 450 466-8204 Centre Rock 514 355-5441 Fairview Point 514 394-9050 Faubourg Boisbriand 450 435-6160

QUÉBEC | Place Ste-Foy (Espace Nord) | 418 653-6255 ou 1 866 33BOVET

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens. Antiquités haut de gamme. Grande valeur offerte.

Borduas  
Ferron  
Fortin  
Gagnon  
Krieghoff  
Lemieux  
Letendre  
McEwen  
Pellan  
Riopelle  
Suzor-Côté  
et autres...



Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270  
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Agence France-Presse

# ACTUALITÉS

## Aux élus du Québec de choisir les sénateurs, réitère la CAQ

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La Coalition avenir Québec (CAQ) demande à Philippe Couillard de poser un « geste nationaliste » : celui d'exiger que ce soit l'Assemblée nationale — et non un comité de sélection, même amélioré — qui établisse une liste de sénateurs potentiels pour Ottawa. L'ensemble des parlementaires québécois doivent participer au processus, dit-on.

La CAQ propose ainsi que l'Assemblée nationale soumette au fédéral une liste de trois noms pour combler chaque siège disponible. Ces noms devraient avoir été approuvés par 75% des parlementaires québécois. C'est une idée que la CAQ avait déjà soumise il y a un mois, mais qu'elle relance « dans un contexte d'urgence », dit le député Simon Jolin-Barrette.

« On sait qu'il y aura une nomination de façon imminente, et la réponse du gouvernement Couillard [au nouveau processus mis en place par Justin Trudeau à Ottawa] manque d'ambition et de courage », a-t-il indiqué en entretien.

Le gouvernement Trudeau a annoncé au début décembre qu'il mettait en place un comité consultatif indépendant de cinq membres chargé de proposer au premier ministre des candidatures pour remplir les sièges vacants au Sénat (il y en a 22 actuellement). Ce comité est composé de trois membres du fédéral et de deux membres des provinces, tous choisis par le premier ministre fédéral.

Les provinces proposeront les noms de leurs représentants, et elles seront consultées pour concocter la liste de candidats que le comité étudiera.

### Équilibre

Le gouvernement Couillard a globalement bien accueilli cette proposition, tout en y suggérant des modifications. Dans une lettre rendue publique le 21 décembre, le ministre des Affaires intergouvernementales, Jean-Marc Fournier, plaide au

près d'Ottawa que le comité devrait plutôt compter six membres, dont trois personnes désignées par Québec.

On souhaite également que chaque candidature soit approuvée à l'unanimité et que le premier ministre du Québec puisse « formuler ses commentaires et recommandations » à propos de la liste que le comité souhaitera transmettre à son homologue fédéral. Mais en bout de ligne, peu importe le processus, c'est Justin Trudeau qui aura le mot final.

Vendredi, le cabinet de M. Fournier a soutenu que « le fédéral étudie sérieusement » la proposition de Québec. « Nous partageons l'objectif de rendre le Sénat plus indépendant et non partisan », dit-on.

### Nationalisme

Québec parle d'une « proposition de participation significative des provinces à l'égard du nouveau processus de sélection des sénateurs ». Mais pour la CAQ, la démarche demeure trop timide. « Rien ne justifie qu'en 2016 les Québécois ne puissent faire partie intégrante du processus de nomination des sénateurs », soutient M. Jolin-Barrette.

« La solution mise de l'avant par la CAQ est pragmatique, réaliste, non partisane et ne nécessiterait aucune modification constitutionnelle », fait-il valoir. La CAQ situe ainsi cette demande dans la lignée de sa nouvelle position constitutionnelle de promotion d'un nationalisme fort. « Les Québécois souhaitent faire progresser leur nation à l'intérieur du Canada. Et c'est clair que cela passe par accepter que le Québec ait son mot à dire dans la nomination de ceux qui composent une des deux chambres législatives du Canada », pense-t-il.

Plus tôt cette semaine, un conseiller politique de Gilles Duceppe et Pauline Marois, Stéphane Gobeil, a annoncé qu'il conseillerait désormais François Legault — surtout pour l'aider dans son projet d'union des forces nationalistes.

Le Devoir

## Corrigera, corrigera pas ?

En pleine grève de la SETUE, un flou sur la correction des examens persiste à l'UQAM

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Les étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui espéraient amorcer la session d'hiver en connaissant leurs notes du trimestre précédent devront attendre un peu de patience : la reconduction vendredi de la grève des membres du Syndicat des étudiants employés de l'UQAM (SETUE) crée un flou sur la correction des examens.

C'est que les professeurs et chargés de cours qui avaient embauché des étudiants pour faire de la correction reçoivent des indications contradictoires de la part de l'UQAM, de leurs départements et de leurs syndicats. Et certains d'entre eux craignent de devenir des briseurs de grève en effectuant les tâches qui devaient revenir à des membres de la SETUE.

« Le SCCUQ est outré par la position de l'UQAM qui prend en otage les enseignants et change leurs conditions de travail, a ainsi fait savoir le Syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ). En agissant ainsi, l'UQAM adopte clairement une attitude antisyndicale que nous dénonçons. »

Après avoir recommandé à ses membres de ne pas effectuer les tâches confiées par contrat à des auxiliaires d'enseignement, le syndicat a changé son fusil d'épaule. Un passage devant la Commission des relations du travail (CRT), qui a refusé de rendre non obligatoire, dans l'immédiat, la correction des examens, l'a refroidi.

Dans l'attente d'une décision du CRT sur le fond de l'affaire,

le SCCUQ a demandé à ses membres de suivre les recommandations de leurs départements respectifs. Or, « il y a un flou », a reconnu le vice-président à l'information du SCCUQ, Richard Bousquet. « Certains départements ont demandé de corriger. D'autres, non », a-t-il rapporté.

Le syndicat a aussi demandé aux chargés de cours de rapporter « tout supplément de tâche de surveillance ou de correction » et interpellé l'UQAM afin que la date de remise des notes, prévue le 7 janvier, soit repoussée.

Au service des communications de l'université, la porte-parole Caroline Tessier a déclaré au Devoir que l'UQAM allait « faire preuve de souplesse et de compréhension » quant au dépôt des notes. « On comprend que dans certains cas, ça va se prolonger », a affirmé M<sup>me</sup> Tessier. Quant à la rémunération supplémentaire, l'administration en est à étudier la question, a-t-elle ajouté.

De son côté, le syndicat des professeurs (SPUQ) recommande toujours à ses membres de refuser d'accomplir les fonctions des salariés du SETUE. L'UQAM estime quant à elle que « les professeurs, les maîtres de langue et les chargés de cours sont responsables de la correction des travaux et examens », a rappelé M<sup>me</sup> Tessier.

Le SETUE doit encore rencontrer la direction de l'UQAM le 18 janvier. Une assemblée générale devrait donc être convoquée dans les jours suivants.

Le Devoir



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Justin Trudeau a nommé Bill Blair, policier de carrière de 61 ans, élu député libéral le 19 octobre, dans l'espoir d'apaiser les craintes des Canadiens opposés aux drogues.

## Un policier pour piloter la légalisation du cannabis

Trudeau confie cette mission délicate à Bill Blair, ancien chef de police de Toronto

MARCO FORTIER

L'ancien chef de police de Toronto Bill Blair dirigera l'équipe chargée de légaliser la consommation et la possession de marijuana.

Le premier ministre Justin Trudeau a nommé ce policier de carrière de 61 ans, élu député libéral le 19 octobre, dans l'espoir d'apaiser les craintes des Canadiens opposés aux drogues. À la surprise générale, le chef libéral a confirmé au cours des dernières semaines qu'il remplirait dès son premier mandat l'ambitieux engagement électoral de légaliser la marijuana.

Bill Blair est secrétaire parlementaire de la ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould. Il s'est fait connaître en livrant une dure bataille contre l'ancien maire de Toronto Rob Ford en 2013. Le chef de police avait révélé l'existence d'une vidéo montrant le maire de sa ville en train de fumer du crack.

Rob Ford et son frère Doug, conseiller municipal, avaient tout fait pour discréditer le chef Blair, qui leur avait tenu tête. Son contrat n'a pas été renouvelé en avril 2015, après une carrière de 30 ans dans le

plus grand corps policier du Canada, dont 10 années en tant que chef. Bill Blair a dirigé des enquêtes criminelles visant notamment le crime organisé et des trafiquants de drogue.

« La nomination d'un ancien chef de police à la tête de cette initiative [visant à légaliser le

Il s'est fait connaître en livrant une dure bataille contre l'ancien maire de Toronto Rob Ford en 2013

cannabis] va certainement rassurer les gens. C'est une bonne chose que ce soit lui, il va agir avec prudence », estime Serge Brochu, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Il étudie la toxicomanie et les politiques de répression contre les drogues.

### Le système encombré

Le criminologue croit que le processus de légalisation lancé par Justin Trudeau est une « excellente chose ». Comme le premier ministre, Serge Brochu est convaincu que les accusations pour possession simple de cannabis encombrant inutilement le système de justice.

La marijuana accapare 54% de toutes les infractions impliquant des drogues au pays, a découvert le professeur en scrutant les statistiques officielles. En 2013, pas moins de 58 965 condamnations pour possession de cannabis ont été prononcées au Canada.

« Ces condamnations entraînent la création d'un casier judiciaire, une interdiction de voyager aux États-Unis et la perte du droit d'exercer certaines professions. Ce sont des conséquences importantes », dit Serge Brochu.

Malgré l'ampleur de ces chiffres, le criminologue croit que le pot est presque décriminalisé au pays. Dans les faits, à peine 2% des utilisateurs de marijuana se font accuser de possession simple, selon Serge Brochu. Il est arrivé à cette conclusion après avoir étudié un groupe de personnes qui fumaient en moyenne deux joints par jour.

« À peu près personne ne s'est fait arrêter par la police. Pourquoi ? Parce que ces gens consomment chez eux ou chez des amis », explique-t-il.

La légalisation risque tout

de même d'augmenter l'usage de la marijuana, estime Serge Brochu. Pour cette raison, il croit que le gouvernement Trudeau et les provinces doivent mettre sur pied une vaste politique de santé publique pour prévenir les abus.

### Limiter l'accès

« Je suis d'accord avec Justin Trudeau quand il dit que la légalisation vise à mieux contrôler l'accès au cannabis, surtout chez les jeunes », dit-il.

C'est ce que propose le programme libéral : « Nous élaborerons de nouvelles lois plus strictes. Celles-ci puniront sévèrement quiconque fournit cette drogue à un mineur, conduit un véhicule après en avoir consommé ou en fait la vente à l'extérieur du nouveau cadre législatif. Nous créerons un groupe de travail fédéral-provincial qui, en collaboration avec des spécialistes en santé publique, en toxicomanie et en application de la loi, mettra en place un réseau strict de vente et de distribution de marijuana qui sera soumis aux taxes d'accise provinciales et fédérale. »

Le Devoir

**D'UN NOUVEAU MONDE À L'AUTRE : 1642-2017**

Des hommes et des femmes d'exception ont rêvé et bâti Montréal...

**Rêver Montréal**, c'est une série de conférences organisée dans le cadre du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal pour les faire connaître.

**LORRAINE CAZA, CND**  
Le courage missionnaire à la fondation de Montréal

Un extraordinaire élan missionnaire a porté les premiers montréalais. Chez ces hommes et ces femmes du 17<sup>e</sup> siècle, une même motivation : « (...) faire célébrer les louanges de Dieu en un désert, où Jésus Christ n'a jamais été nommé ». C'est ce désir missionnaire si spécifique à la fondation de Montréal que Lorraine Caza explorera avec nous dans le cadre de cette conférence.

**GILBERTE BUSSIÈRE, CND**  
Nous entendons ensuite Gilberte Bussièr nous parler de ce que signifie pour elle être missionnaire aujourd'hui. Elle nous partagera comment cette expérience de mission a été pour elle chemin vers Dieu.

**LUNDI 11 JANVIER 2016, À 19H**

Collège Villa-Maria, salle Thérèse-Casgrain  
Pavillon Marguerite-Bourgeoys  
entrée du 5015 Notre-Dame-de-Grâce, Métro Villa-Maria

Pour voir toutes les conférences de 2016 et pour vous inscrire visitez : [revermontreal.com](http://revermontreal.com) ou encore composez le 514 737-6262

Une initiative du Centre le Pèlerin en collaboration avec trois des communautés fondatrices

Arthur Quentin

**SOLDES**

du 7 au 27 janvier

**20% SUR TOUT**

50% sur certains produits sélectionnés

www.arthurquentin.com

# LE BUSINESS DE L'APPRENTISSAGE



Des photos prises dans les classes du collège Elite, installées au cégep de Saint-Laurent à Montréal.

PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## La recette chinoise du succès scolaire

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARE-TREMBLAY

**D**ernier dimanche avant Noël, alors que les écoles ont fermé les manuels et leurs portes jusqu'en janvier, Yizhou Wang, 11 ans, est assis à un pupitre. Comme tous les dimanches. Autour de lui, comme dans les salles de classe voisines, des élèves du primaire et du secondaire écoutent en silence les enseignants du collège Elite, une école de tutorat privé où plus de 60 % de la clientèle est d'origine chinoise.

Plusieurs d'entre eux reviendront le lendemain pour le «camp d'hiver». Au menu pour le temps des Fêtes : cours de français, de mathématiques et d'anglais, entre autres.

Yizhou, arrivé à Montréal avec son père en mars dernier, de Nankin, en Chine, se prépare à l'examen d'entrée au secondaire. Son souhait

**La majorité des élèves chinois fréquentent des écoles de tutorat le soir et la fin de semaine, une pratique que bien des émigrants apportent avec eux**

est d'aller au collège privé Regina Assumpta, lance-t-il dans un français fluide, lui qui était encore unilingue mandarin il y a moins d'un an.

Pour son père, Yijun, inscrire son fils unique à des classes de tutorat, en plus de l'école régulière, relevait de l'évidence. Il fallait, dit-il, que Yizhou rattrape le plus rapidement possible son retard en français afin de passer avec succès l'examen d'entrée au secondaire.

Pour augmenter ses chances, ils ont même devancé leur arrivée à Montréal, laissant ainsi derrière eux mère et femme, qui ne pourra immigrer avant plusieurs mois encore. «Nous avons planifié notre arrivée à Montréal en fonction de l'éducation de notre enfant», résume Yijun Wang.

**Ruée vers les écoles privées**

Chez les élèves d'origine chinoise à Montréal, succès scolaire se conjugue bien souvent avec tutorat privé. Et succès scolaire il y a. Selon les chiffres du ministère de l'Éducation colligés entre 2002-2003 et 2013-2014 dans les écoles secondaires privées de Montréal, le nombre d'élèves dont la langue maternelle est

le mandarin ou le cantonais est passé de 24 à 175 au collège Jean-de-Brébeuf, de 5 à 243 à Jean-Eudes, de 30 à 229 au collège Regina Assumpta et de 16 à 106 au pensionnat du Saint-Nom-de-Marie.

Au collège privé Jean-Eudes, où les élèves asiatiques représentent environ 20 % de la clientèle, la directrice générale, Nancy Desbiens, observe clairement que le recours au tutorat privé est plus courant chez ces élèves. «Ils réussissent très, très bien. Ils font vraiment tout pour réussir», dit-elle.

**Tradition chinoise**

Selon Bradley Zhao, directeur du collège Elite, l'éducation est une priorité pour les Chinois. «C'est la tradition», dit-il. En Chine, si tu as 10 \$ et que tu es le choix entre payer pour manger ou pour l'éduquer, tu optes pour l'éducation. Le niveau de sacrifices que l'on est prêt à faire est très élevé.»

Pour Julian Dierkes, sociologue à l'Université de Colombie-Britannique qui s'est penché sur le tutorat privé en Asie, «les Chinois sont largement convaincus qu'une bonne et prestigieuse éducation mène directement à une bonne carrière. C'est un investissement. Et, contrairement à ce qui prévaut au Canada, il

existe un fort consensus en Chine sur la hiérarchie du prestige entre les écoles et les universités. Ça peut donc être très compétitif. [...] Dans ce contexte, le tutorat privé est une partie normale du système d'éducation.»

La majorité des élèves chinois fréquentent ainsi les *lu xi ban*, ces écoles de tutorat du soir et de fin de semaine. Une pratique que, bien souvent, les émigrants chinois apportent avec eux.

**Différences culturelles**

Dans le réseau scolaire montréalais, la compétition est à des années-lumière de celle, féroce, qui prévaut en Chine, assurent en chœur Xiaonan Feng et son fils, Shuzhao, qui est en 2<sup>e</sup> secondaire à Jean-de-Brébeuf. «Les gens d'ici voient les jeunes Chinois travailler fort, fort, fort, mais ce n'est pas si pire que ça. En Chine, c'est plus difficile, on travaille plus fort», assure le père, lui aussi séparé de sa femme neurologue restée en Chine, incapable de trouver un emploi similaire au Québec. «Ici, la proportion des élèves qui passent les examens d'entrée au secondaire est nettement plus élevée qu'en Chine.»



Pour Julian Dierkes, sociologue à l'Université de Colombie-Britannique qui s'est penché sur le tutorat privé en Asie, les Chinois sont largement convaincus qu'une bonne et prestigieuse éducation est un investissement.

«En Chine, j'étais bon en maths. Mais, sans vouloir offenser, je suis bien meilleur ici!», renchérit Shuzhao, qui a fait les cinq premières années de son primaire dans la province de Henan. Pourtant, le tutorat reste selon lui indispensable pour améliorer ses résultats dans les matières où il excelle moins.

Outre le français, qu'il ne parlait ni ne lisait avant d'arriver à Montréal, il doit fournir un effort supplémentaire en histoire, en géographie et dans les autres disciplines qui s'éloignent des sciences pures. «L'histoire du christianisme, de l'Occident, je ne connais pas bien ça», confie-t-il. S'ajoutent à cela les habitudes d'apprentissage. «En Chine, on nous dit de mémoriser. Beaucoup. Même des textes. Ici, on doit comprendre, donner son opinion et dévelop-

Collaborateur Le Devoir

## Le boom de l'industrie du tutorat privé

SARAH R. CHAMPAGNE

**D'**abord signalé dans les rubriques de petites annonces, l'apprentissage extrascolaire s'organise de plus en plus de façon formelle en une véritable industrie : des soirs d'hiver aux «vacances» d'été, les offres se multiplient pour stimuler les petits cerveaux.

Individuellement ou en petits groupes, selon le programme scolaire officiel ou celui élaboré par la compagnie, les modèles d'affaires varient des cours de mathématiques à ceux d'anglais en passant par les camps de jour d'apprentissage.

Le point commun de ces entreprises? Elles sont pratiquement toutes en croissance. S'il est difficile d'obtenir un portrait canadien de cette expansion, une analyse publiée par le magazine *Forbes* évaluée qu'aux États-Unis, l'industrie surpassera les 102 milliards de dollars en 2018.

Plus près d'ici, en Ontario, 35 % des parents ontariens ont affirmé en 2015 avoir acheté ce genre de services dans les trois dernières années. Ils étaient 27 % en 2012, selon le sondage d'opinion réalisé année après année par des professeurs de l'Université de Toronto.

**Sous le radar des autorités publiques**

Le nombre d'entreprises dédiées à cet apprentissage «supplémentaire» a crû entre 200 et 500 % selon les grandes villes canadiennes, dans les 30 dernières années, indique Janice Aurini.

Pour mener ses études sur le sujet, la professeure de sociologie à l'Université de Waterloo a dû constituer sa propre base de données à partir des Pages jaunes. «L'industrie passe complètement sous le radar des autorités publiques», dit-elle.

**De l'aide au bout du fil et du clic**

Le tutorat à distance a aussi la cote. C'est ce que fait Allô prof, le seul organisme exclusivement d'aide aux devoirs à recevoir une subvention du ministère de l'Éducation, a indiqué

### 200 à 500%

**C'est la croissance** du nombre d'entreprises dédiées à l'apprentissage «supplémentaire» dans les 30 dernières années selon les grandes villes canadiennes, d'après Janice Aurini, professeure de sociologie à l'Université de Waterloo.

En effet, le ministère de l'Éducation du Québec ne dispose d'aucune donnée sur les élèves bénéficiant de tutorat privé, confirme au *Devoir* une porte-parole. Le système est donc dans «l'ombre», celle de l'éducation officielle et celle de l'angle mort des autorités publiques.

**Suivre le rythme**

«D'année en année, on croît de 30%», révèle Benoît Archambault, président de Succès scolaire. En voyant le potentiel de ce «marché» moins développé qu'ailleurs, il a décidé de fonder cette entreprise en 2006. Dix ans plus tard, il compte aujourd'hui sur un réseau de 600 tuteurs à travers le Québec, surtout dans les plus grandes agglomérations.

Les centres d'apprentissage de S.O.S. Études à Gatineau, Laval et Montréal ont vu de 10 à 22 % plus de personnes dans les dernières années, assure Patricia Roy, propriétaire de la succursale au nord de la métropole.

Kumon, dont le premier centre a été ouvert en 1958 à Osaka, au Japon, compte 26 000 franchises dans 49 pays. À l'échelle mondiale, quatre millions d'enfants suivent le programme de ce géant multinational.

au *Devoir* une porte-parole. Par téléphone, texto, forum ou capsules vidéo, une équipe d'enseignants répond gratuitement aux questions des élèves du primaire, du secondaire et de la formation aux adultes. Il faut dire que le programme d'aide aux devoirs, instauré par Québec en 2004, a subi une

«*En Chine, si tu as 10 \$ et que tu as le choix entre payer pour manger ou pour l'éduquer, tu optes pour l'éducation. Le niveau de sacrifices qu'on est prêts à faire est très élevé.*»

Bradley Zhao, directeur du collège Elite à Montréal

## Retrouver la liberté du jeu

SARAH R. CHAMPAGNE

**S**inge savant ou apprenant en confiance? Enfant-agenda ou humain qui développe son plein potentiel? Les parents doivent revenir à l'équilibre dans l'organisation de la vie de leurs petits. Le tutorat ne convient pas à tous, avertit une psychologue. Surtout, les enfants doivent rester des enfants et pouvoir jouer librement, dit un professeur en éducation.

Geneviève Marcotte voit de tout-petits anxieux défilier dans son cabinet de psychologue. «Beaucoup d'enfants.» Elle évalue que 10 % des jeunes souffrent aujourd'hui de troubles anxieux, malgré le caractère très récent des études en psychologie de l'enfant. Cette anxiété peut être associée à plusieurs aspects de leur vie, notamment la performance scolaire.

Difficile, pourtant, de reprocher aux parents leur volonté de donner toutes les chances à leurs enfants. La peur au ventre de «manquer leur coup», les chefs de famille font la chasse aux possibilités de développement.

Esclaves de leur propre calendrier, les adultes s'astreignent eux-mêmes à un rythme effréné reproduit sur leur descendance, au point où «on se sent mal quand les enfants ne font rien», note Mathieu Point. Le professeur en science de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) milite pour la réhabilitation du «jeu libre».

Une activité «universelle» qui rend le système cognitif plus mature mais ne s'impose pas avec évidence à notre époque «d'hyperstimulation». «Une panoplie d'études constate le déclin du jeu en termes de temps et de qualité», avance-t-il. Face à cette conclusion, M. Point a développé le cours en ligne ouvert et gratuit (un MOOC en anglais) «Jouer pour apprendre en petite enfance». Pas moins de 7500 parents du monde francophone s'y sont inscrits lors de la première session l'automne dernier!

**La décision de l'enfant**

Le plaisir définit le jeu libre, mais pas seulement; la notion est intimement liée à celle du choix. «C'est l'enfant qui décide quand il commence, quand il termine, avec quot, avec qui. Le jeu libre est à l'inverse des activités structurées», explique M. Point. «Quand votre enfant s'ennuie, vous criez victoire!», renchérit Geneviève Marcotte. L'ennui mène à la créativité chez les enfants.

Pourquoi, alors, prendre un cours? «On veut créer un environnement adéquat, accompagner le jeu et savoir se retirer au bon moment», justifie M. Point.

Ces moments permettent de développer des stratégies sociales de gestion des conflits ou du partage, de faire des découvertes, de prendre des risques en explorant. D'ailleurs, les enfants réussiraient mieux à l'école en y entrant un an ou deux plus tard qu'au Canada, explique le professeur de l'UQTR en citant notamment la Norvège et la Finlande.

La volonté d'encadrer les activités ne se fait pas sentir qu'à travers le tutorat: «C'est aujourd'hui ce que fait un "bon" parent. Avant, on prenait un ballon et on jouait au soccer avec nos enfants, maintenant, on les inscrit à un cours», illustre M<sup>me</sup> Marcotte, qui est également auteure de livres sur l'anxiété chez les tout-petits.

Elle invite cependant les gens à ne pas rejeter d'emblée le tutorat. «Les enfants qui présentent des difficultés d'apprentissage peuvent bénéficier de ce type d'accompagnement. Ils se sentent plus compétents face aux tâches et aux évaluations, l'outil devient une aide véritable», dit M<sup>me</sup> Marcotte, à condition de le faire avec des attentes réalistes et modérées.

Le tutorat devient parfois une recommandation pour ces enfants qui défilent dans son cabinet et «qui ne se sentent pas bons, qui s'autodégradent». Une façon, aussi, de préserver la relation entre parents et enfants en introduisant une tierce personne.

Il faut donc considérer la situation de l'enfant, et l'intention de ses parents, pour évaluer si le tutorat est approprié ou non. «Parfois, l'enfant devient aussi un trophée qui va permettre au parent de rayonner, qui montre que "je suis une bonne personne"», déplore M<sup>me</sup> Marcotte. Et l'obsession de performance sera reflétée à la prochaine génération.

Le Devoir



Les enfants doivent rester des enfants et pouvoir jouer librement, dit un professeur en éducation.

ISTOCK

## CHARLIE HEBDO, UN AN APRÈS

EXTRAIT

## Et soudain ils ne riaient plus

Nous publions des extraits du livre *Et soudain ils ne riaient plus* (Les arènes, 2016), dans lequel un quatuor de journalistes relate le déroulement des attentats de janvier 2015, et notamment les derniers instants de l'homme de maintenance Frédéric Boisseau, tué le premier par les frères Kouachi.

MARIE-FRANCE  
ETCHEGOIN  
MARIE-AMÉLIE  
LOMBARD-LATUNE  
DOROTHÉE MOISAN  
THIERRY LÉVÊQUE

Personne n'aime reprendre le travail après les Fêtes. Ce 7 janvier, pourtant, Jérémie Ganz roule vers Paris, après avoir bondi hors de son lit dès 4 h du matin et chantonné sous la douche. Depuis Ormesson-sur-Marne, petite commune d'Ile-de-France à la limite de la Brie, il faut à peine une demi-heure pour rallier la capitale quand la circulation est fluide.

Dehors, la température dépasse tout juste zéro. Et le brouillard épais qui enveloppe la proche banlieue parisienne n'est pas près de se lever. Mais pour Jérémie, la journée sera belle. Il a 32 ans, il est employé de Sodexo, l'un des leaders mondiaux de la maintenance des immeubles, et, dans quelques heures, il travaillera à nouveau sous les ordres de Frédéric Boisseau, un colosse, de dix ans son aîné, qui est tout autant son ami que son chef.

Frédé, c'est ainsi que tout le monde l'appelle, a lui aussi quitté sa maison de Villiers-sous-Grez aux aurores. Pour gagner Paris, il doit bien compter une heure et demie de trajet. Quand il est parti, sa femme, Catherine, et ses deux garçons de 11 et 13 ans dormaient encore, à l'ombre des grands arbres de Fontainebleau.

Jérémie et Frédéric, deux minuscules points sur la grande carte routière du trafic quotidien en direction de Paris. Deux hommes heureux de se retrouver pour commencer la nouvelle année.

Le premier est un petit gars de la banlieue, qui a grandi à Trappes où il a vu mourir une dizaine de ses copains: suicide, accidents de voiture, et même meurtres. Le deuxième est un homme de la campagne qui n'a jamais voulu s'éloigner de sa forêt. «*A nous deux, disent-ils toujours, on forme un couple du tonnerre.*» C'est Frédéric qui a voulu garder Jérémie dans son équipe quand celui-ci a été embauché à Sodexo sept ans plus tôt, lui aussi qui s'est battu pour son salaire, qui l'a aidé quand il était en panne de logement. Ces derniers temps, une réorganisation du travail les avait séparés. Et puis, juste avant Noël, Frédéric a offert à Jérémie son plus beau cadeau: «*C'est bon, mon Jéré, je te récupère. On fait à nouveau équipe. C'est reparti. On va tout exploser.*»

Ce 7 janvier, Jérémie arrive le premier devant les locaux de Sodexo, 64 rue du Dessous-des-Berges, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Il se réjouit de réintégrer le groupe de Frédéric, une seconde famille, chaleu-



Deux personnes se réconfortent au cœur de la tourmente devant l'immeuble du Charlie Hebdo, le 7 janvier 2015.



Christophe Boisseau (à droite), le frère de Frédéric, qui a été le premier abattu par les terroristes, avec Jérémie Ganz, qui était avec lui lors de l'attaque.

reuse, cosmopolite, où lors des pots et des anniversaires on prévoit de la dinde pour ceux qui ne mangent pas de porc et du Coca pour ceux qui ne boivent pas d'alcool.

«*Hé, Jérém, tu t'es levé tôt aussi?*», lui dit Frédéric quand il entre à son tour dans le bureau. «*Ça doit être à cause de la lune. On se fait un café?*» Sa silhouette massive — 1m88, 110kg —, ses grosses patouches rassurent aussitôt Jérémie. «*On vient de décrocher un lot d'immeubles rue Nicolas-Appert, poursuit Frédéric. Il y en a 14 ou 15. On peut embellir et faire du chiffre. On va y aller en repérage aujourd'hui.*»

Le temps de réunir les plans, les documents et l'outillage nécessaires, l'horloge marque 9 h. Jérémie enfle sa doudoune et son gros bonnet, Frédéric son éternel blouson. Ils montent dans la Clio blanche de fonction, traversent la Seine pour gagner la rue Nicolas-Appert, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. Sur le chemin, ils se montrent leurs photos de Noël et du réveillon du Nouvel An. [...]

Ce mercredi 7 janvier, c'est Georges Wolinski qui passe le

premier, vers 9 h. Comme tous les jours, il achète *Libé*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, un ou deux «*news magazines*». C'est un papivore, un dinosaure, pas du genre à lire les journaux sur une tablette. Cabu arrive un peu après, pour *Le Canard enchaîné*. «*Je ne prends pas Charlie, je l'aurai là-bas*», disent-ils l'un et l'autre. Le kiosquier ne s'en formalise pas. Il sait que le mercredi, jour de sortie de l'hebdomadaire, est aussi jour de conférence de rédaction. Et que Wolinski et Cabu retrouvent «*toute la bande à Charlie*» dans les locaux du journal, au 10 rue Nicolas-Appert dans le 11<sup>e</sup> arrondissement.

Wolinski a 80 ans, Cabu 76. Mais il est rare qu'ils manquent une réunion. Tous deux ont des revenus qui pourraient leur permettre de couler une retraite tranquille, surtout «*Wolins'*» qui ne s'est jamais caché d'aimer «*les belles fringues, la bonne bouffe, les cigares, le cavari, le cachemire, les montres Cartier, les Jaguar, les filles impeccables*». Pour se les offrir, ce fils d'un immigré polonais installé à Tunis (mort assassiné par l'un de ses employés quand le petit Georges avait

deux ans) est passé par presque tous les journaux, de *L'Humanité* à *Paris Match*. Il a près de 80 albums à son actif, il est aussi écrivain, auteur de plusieurs pièces de théâtre, publicitaire, affichiste. Cabu, lui, c'est LE dessinateur, sans doute le plus connu de France.

Il est capable, dit-on, de dessiner en gardant son crayon et son carnet dans sa poche. Même à l'aveugle, son trait est sans égal. Il peut tout faire. Il dessine comme il respire. Il a inspiré des générations entières et demeure un modèle pour la jeune garde.

Les personnages qu'il a inventés peuplent l'imaginaire commun, certains sont même entrés dans le dictionnaire. Le Grand Duduche, son double naïf et malicieux, nourri aux idéaux de 1968, l'adjudant Kronenbourg, sous-off' sadique et aviné, inspiré par son service militaire en Algérie, le «*beauf*», caricature de bistrotier poujadiste sous Pompidou, puis affublé d'une queue-de-cheval à catogan et travaillant dans la com', sous Mitterrand, mais toujours aussi con.

Cabu et Wolinski pourraient donc rester au chaud

ce mercredi 7 janvier, se précipiter et laisser les autres travailler. Mais «*nous deux*, dit le premier, «*on continuera longtemps à faire chier le monde*». Pour que la «*connerie*» reflue. Et cette dernière ne cessant de prospérer, «*je ne me vois pas m'arrêter*, dit le second. «*Chaque jour, on se demande quel dessin on va faire et... on trouve toujours!*» Surtout pour *Charlie Hebdo*, leur œuvre commune dont ils portent l'histoire depuis que Cavanna, Reiser ou Gédé ne sont plus. [...] Cabu et Wolinski veulent continuer à faire rire de tout. De Mahomet, de Jésus, de Bouddha et de tous les prophètes en général, des évêques, des rabbins, des imams [...]

«*C'est Charlie Hebdo, ici?*» La secrétaire sursaute. Elle est en train d'actionner la photocopieuse installée au rez-de-chaussée du 6, allée Verte. L'homme qui l'interpelle est habillé tout en noir, il a le visage masqué et porte un fusil «*comme on en voit dans les films*», se dira plus tard l'employée. Elle travaille chez Sagam, une société spécialisée dans les soins aux nouveau-nés et les accessoires de puériculture. Un deuxième homme, plus petit, mais également armé et vêtu de noir, se tient un peu en retrait. Tous deux avancent vers elle. La secrétaire essaie de bloquer la porte, mais elle est repoussée

en arrière. Les deux hommes sont maintenant à l'intérieur. «*C'est ici Charlie Hebdo?*», répète le plus grand, en tirant un coup de feu vers le sol. La secrétaire et les cinq autres salariés de l'entreprise se précipitent sous les tables. «*Nous ne sommes pas Charlie Hebdo, ce n'est pas ici!*» La première pensée qui leur traverse l'esprit, c'est qu'ils vont mourir. Leur entreprise est située dans le même immeuble que *Charlie Hebdo*. Elle est, elle aussi, domiciliée au 10, rue Nicolas-Appert, mais sa devanture, qui donne sur l'allée Verte, est en accès libre, ouverte au public. Les six employés terrorisés voient les deux hommes qui cherchent partout. Le plus grand leur semble le plus nerveux. Il enjambe les marches de l'escalier qui conduit à une mezzanine où une acheteuse et deux clients sont en pleine négociation. Le petit continue à les surveiller avec son fusil, puis dit, très calmement à l'autre: «*On y va, ce n'est pas ici.*» Toujours réfugiée sous sa table, la directrice artistique de la société note, malgré la peur qui la paralyse, qu'ils parlent parfaitement français. Elle pense aussi que, tout au fond de la pièce, une porte, invisible depuis l'entrée, permet d'accéder à l'autre partie du bâtiment où se trouvent les bureaux de *Charlie Hebdo*. Les deux hommes ne l'ont pas remarquée. Ils ressortent en prononçant une phrase en arabe. [...]

Deux étages plus bas, la porte de la loge, où s'activent toujours les trois employés de Sodexo, s'ouvre d'un coup. «*Charlie!*», entend d'abord Jérémie. «*C'est où?*» En face de lui, deux silhouettes noires. Une intervention du Raid ou du GIGN, c'est la première pensée qui vient à Jérémie. Puis une détonation lui emporte les oreilles. Il ne voit plus rien sauf le canon fumant de l'arme qui le braque. «*C'est où Charlie Hebdo? C'est où?*» Jérémie s'agenouille, s'enfouit la tête dans les bras. «*Je ne sais pas! On est de la maintenance. On vient d'arriver. C'est notre premier jour!*» Quand il se relève, les deux silhouettes ont disparu. Et alors, c'est le hurlement de Frédéric qui emplie le petit espace où ils sont confinés: «*Jé, je suis touché, je vais crever. Appelle Catherine.*» Plus tard, Jérémie se demandera pourquoi les Kouachi ont tiré sur Frédéric. Parce qu'il pesait 110kg? Parce que sa musculature, forgée lors de ses séances de kravmaga, un sport de combat, et son blouson foncé lui donnaient des allures d'agent de sécurité? En attendant, Jérémie crie à son autre collègue, Claude, d'appeler les secours puis, voyant leurs deux agresseurs repasser devant la loge et les tenir en joue, essaie de traîner le corps de Frédéric jusqu'aux toilettes pour se mettre à l'abri. «*Je te lâche pas, Frédéric, je suis là. Fais pas de bruit, je t'en supplie.*» Les deux silhouettes ne rentrent pas dans le local. Elles s'avancent vers la porte vitrée, juste à côté, qui donne accès aux locaux de *Charlie Hebdo*. [...]

ET SOUDAIN ILS NE RIAIENT PLUS

Les arènes  
Paris, 2016, 300 pages  
En librairie au Québec  
à compter du 10 février

Papeterie  
Casse - Noisette

Solde de 20%

sur toute la marchandise jusqu'au 25 janvier

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00  
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Sophie  
DOWNS M.Ps.

Psychologue clinicienne  
Médiatrice familiale

Membre O.P.Q.  
et R.C.P.O.S.S.

- psychothérapie individuelle
- psychothérapie conjugale
- médiation familiale

T 514 861-0630



Congédié?

Voyez

François Gendron  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

## ACTUALITÉS

## DÉPOTOIR D'ARMAGH

## Les résidents songent à intenter une poursuite

ISABELLE PORTER  
à Québec

La saga environnementale qui secoue Bellechasse depuis six ans se poursuit. Les résidents d'Armagh qui subissent les mauvaises odeurs du lieu d'enfouissement technique envisagent maintenant de se défendre devant les tribunaux.

Le *Devoir* a appris que le petit groupe de citoyens était entré en contact avec une avocate au cours des derniers jours. Ils n'ont pas voulu fournir plus de détails sur l'état des discussions.

Sur la trentaine de voisins exposés aux odeurs, une poignée de propriétaires mènent la lutte dans le dossier depuis

Elle ajoute que les plus fortes concentrations mesurées sur le site en janvier 2012 s'élevaient à 0,54 ppm, alors qu'on commence à craindre les problèmes nocifs ou graves à partir de 27 ppm.

Reste la question des nuisances, du stress causé par les problèmes et de l'impact sur la qualité de vie des résidents.

M<sup>me</sup> Lemieux préconise quand même un surplus de précautions et davantage de données. Une étude du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) commandée par la MRC doit justement sortir au cours des prochaines semaines.

À la MRC de Bellechasse, on dit attendre après cela pour agir. «*Il y a des choses qui vont être faites par la suite*», assure le directeur Christian Noël. «*Il y a des odeurs, mais est-ce*

*que ça a un impact toxicologique ou non? L'étude va le dire, mais pour l'instant, les résultats préliminaires que nous avons démontrent que non.*»

**Une offre pour retirer les menaces de poursuites**

Mais les résidents n'ont guère confiance. Comme le révélait *Le Devoir* cette semaine, la MRC a offert avant Noël à deux propriétaires de payer pour leur «*relocalisation temporaire*» cet hiver.

Or Sophie Thibault et Robert Martineau ont refusé parce que l'offre de 3000\$ exigeait qu'ils renoncent à leurs droits de poursuivre la MRC.

Interrogé là-dessus, M. Noël souligne que la renonciation aux poursuites touchait seulement à la question des odeurs. «*C'est quand même pas complètement fermé. S'il y avait eu un ennui de santé comme du cancer ou autre chose, les recours auraient été possibles.*»

La MRC et le ministère du Développement durable s'affrontent en outre devant les tribunaux pour établir qui est responsable du problème. Il y a un an, un jugement a donné raison à la MRC, mais le ministère a porté la cause en appel.

Pourquoi la MRC demandait-elle qu'on renonce au droit de poursuivre si elle n'est pas responsable alors? «*Nous autres, à un moment donné, on était prêts à donner 3000\$ chacun, mais comme toute compensation... Nous, on est un organisme municipal, ça prend une contrepartie à ça.*»

Le Devoir

## Au-delà du désagrément, les gens craignent pour leur santé. Ils se sont plaints de différents problèmes.

2011. Les odeurs d'œufs pourris qu'ils sentent proviennent d'émanations de composés organiques volatils (COV) et de sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S).

Il est courant que les lieux d'enfouissement techniques génèrent ce type de gaz. Mais celui d'Armagh en a émis davantage, ces dernières années, à cause d'un produit d'épandage qui a accru les émanations. Depuis deux ans, le produit n'est plus utilisé et la municipalité a amélioré ses installations (par des conduites de gaz souterraines et des torchères). Cela a permis de réduire le nombre d'épisodes et leur intensité, mais le problème demeure.

## Les risques pour la santé

Au-delà du désagrément, les gens craignent pour leur santé. Ils se sont plaints de problèmes d'irritation à la gorge, de maux de tête, d'essoufflement. En juillet 2014, la Direction de la santé publique déplorait le manque de données pour «*statuer sur le risque d'effets chroniques*». Elle demandait à la MRC de mieux contrôler les odeurs et d'offrir plus de soutien aux résidents.

Un an et demi plus tard, la médecin responsable, Sylvie Lemieux, se montre peu alarmiste. «*Ça fait au moins 20 ans qu'il y a des études sur les sites d'enfouissement et, à date, les données sont quand même rassurantes. [...] Ils n'ont jamais pu confirmer de lien de cause à effet entre le fait d'habiter à proximité et divers problèmes de santé à long terme.*»

## Québec songe à protéger une église menacée de démolition

JEANNE CORRIVEAU

L'église Saint-Gérard-Majella sera-t-elle épargnée? Le ministère de la Culture examine la possibilité de classer cette église de Saint-Jean-sur-Richelieu jugée exceptionnelle, mais condamnée à la démolition. Si un tel statut était accordé au bâtiment, sa destruction deviendrait impossible.

Construite en 1962 selon les plans de l'architecte Guy Desbarrats, l'église Saint-Gérard-Majella a été vendue en octobre dernier à des promoteurs immobiliers pour 800 000\$. Les nouveaux propriétaires prévoient de raser le bâtiment pour construire un projet domiciliaire de 104 appartements sur le site.

Même si l'église dotée d'une voûte asymétrique spectaculaire a reçu du Conseil du patrimoine religieux du Québec la plus haute évaluation, soit la cote «*A*», la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste a décidé de la vendre, faute de financement pour la rénover. Les travaux de restauration avaient été estimés à 3 millions de dollars.

Le *Devoir* a appris qu'après avoir reçu une demande d'intervention le 16 novembre dernier, le ministère de la Culture a décidé d'examiner la possibilité de classer l'immeuble. «*Le ministère a entamé une analyse pour voir ce qu'il est pertinent de faire comme intervention en vertu de la Loi sur le patrimoine. Le classement fait partie de cette réflexion*», a confirmé Philip Proulx, attaché de presse de la ministre de la Culture, Hélène David. «*Le ministère a eu pour mot d'ordre de faire une analyse rapidement,*



CONSEIL DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC

En décembre, la fabrique a vidé l'église et vendu le mobilier et les objets qui s'y trouvaient.

étant donné qu'il y a des craintes concernant la possible démolition de l'église.»

M. Proulx précise qu'adventant la signature d'un avis d'intention de classement par la ministre, la protection entrerait aussitôt en vigueur et la démolition de l'église serait interdite.

## Église vidée

Le président de la fabrique de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste, Louis-Charles Fontaine, ignorait qu'un classement était envisagé par le ministère lorsque *Le Devoir* l'a bien vu. «*Ça serait très bien! Je pense qu'il faut s'intéresser au patrimoine avant qu'il soit trop tard. Il est déjà tard, mais mieux vaut tard que jamais*», a dit M. Fontaine.

En l'absence de mobilisation

pour préserver l'église et de fonds pour la rénover, la paroisse, qui compte six autres lieux de culte, avait décidé de vendre Saint-Gérard-Majella. En décembre, la fabrique a même vidé l'église et vendu le mobilier et les objets qui s'y trouvaient. «*Mais avoir su qu'on aboutirait à ça, je n'aurais pas vendu les bancs et les objets*», regrette M. Fontaine.

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu n'entend pas se mêler du dossier ni contribuer à la restauration de l'église, mais elle devra éventuellement autoriser le changement de zonage, la démolition de l'immeuble et la conformité du projet immobilier, a indiqué Sylvain Latour, attaché de presse du maire Michel Fecteau.

## Maison des patriotes

Quant à la maison Chénier-Sauvé, une demeure patrimoniale de Saint-Eustache elle aussi menacée de démolition, le ministère dit suivre le dossier de près.

La Ville de Saint-Eustache affirme que la maison aurait besoin de coûteuses rénovations de 2,8 millions, et elle songe à la démolir malgré une subvention de près d'un million accordée par Québec. «*On a mis de l'argent sur la table pour assurer une restauration. On attend de voir quel est le plan de match [de la Ville]*», a indiqué Philip Proulx.

La Ville entend décider du sort de la propriété ayant appartenu au patriote Jean-Olivier Chénier dans les prochains mois.

Le Devoir

## STATIONNEMENT

## Des vignettes défectueuses à Montréal?

JEANNE CORRIVEAU

L'an dernier, des milliers de Montréalais s'étaient retrouvés avec des vignettes de stationnement qui se décollaient des vitres de leur véhicule. Cette année, la Ville semble être aux prises avec un autre problème: les informations imprimées sur certaines vignettes s'effacent complètement avec l'arrivée des températures froides.

C'est le cas de Jean-Philippe Alepins, un résident du Plateau-Mont-Royal qui a publié sur son compte Twitter vendredi une photo de sa vignette immaculée. Toutes les informations pertinentes, dont le numéro de plaque d'immatriculation, avaient disparu. «*L'an dernier,*

*elles décollaient, cette année, elles disparaissent*», a-t-il commenté.

Il n'est pas seul dans son cas puisque, en deux jours, le Plateau-Mont-Royal a reçu plus d'une centaine de plaintes à ce sujet, et l'arrondissement s'attend à en recevoir bien d'autres au cours des prochaines semaines. On ignore la cause du problème, mais on évoque l'effet des changements de température et les manœuvres pour déglacer le véhicule.

«*Il semble que ce soit la pellicule sur laquelle est imprimée l'information qui se dégrade*», a indiqué Michel Tanguay, chargé de communication à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. L'achat des vignettes est centralisé, et c'est la

ville-centre qui les commande. Ce sont les mêmes vignettes dans tous les arrondissements.»

L'arrondissement envisage de distribuer des pellicules transparentes aux résidents pour éviter que les vignettes s'abiment.

## Contraventions

La Ville de Montréal n'a pas été en mesure, vendredi, d'expliquer la cause du problème ni d'indiquer si d'autres arrondissements étaient touchés. «*Nous allons demander au Service de l'approvisionnement de vérifier si le produit livré par le fournisseur est conforme aux spécifications techniques demandées par la Ville*», a dit Gonzalo Nunez, relationniste à la Ville.

L'hiver dernier, des milliers de Montréalais s'étaient retrouvés avec des vignettes qui se décollaient complètement après que des variations importantes de température aient été observées. Ne réalisant pas qu'ils avaient perdu leur vignette, des automobilistes ont eu la mauvaise surprise de recevoir des contraventions.

La Ville avait alors exigé de son fournisseur qu'il remplace à ses frais 15 000 vignettes défectueuses. L'entreprise avait aussi dû offrir des pellicules autocollantes aux citoyens afin d'éviter que les vignettes se détachent encore. La Ville a finalement changé de fournisseur.

Le Devoir

RÉSERVEZ D'ICI LE 15 JANV. 2016

# CHUTE DE TAXES!

Économisez **200\$** par couple de plus sur nos prix DÉJÀ RÉDUITS!

Lorsque vous choisissez un hôtel de la Sélection Sunwing, vous obtenez des vacances à un prix imbattable et un traitement privilégié de la part de l'un de nos partenaires hôteliers.

Recherchez ces icônes pour plus d'avantages exclusifs de Sunwing:

pour les familles

pour les adultes

SplashWorld

Extras

## vacances Selloff

Appelez pour des rabais supplémentaires  
**514 697 5280**

Départs de Montréal. L'offre de chute de taxes est d'une durée limitée sur des nouvelles réservations faites entre du 7 au 15 janvier 2016 (inclusivement) applicables pour les départs du 7 janvier au 31 mars 2016. Les économies de 200\$ par couple (100\$ par personne) sont reflétées dans les prix affichés et applicables sur les vols seuls, tous les forfaits vacances vers le sud, tous les forfaits aux États-Unis et les forfaits croisières. Ne sont pas applicables pour les réservations de groupe. Les prix sont par personne, en occupation double, pour des forfaits vacances de 7 nuits (sauf indication contraire). Les sièges et les chambres sont limités, la capacité est contrôlée et est disponible au moment de l'impression. Les taxes locales applicables sont payables à la destination et sont à part (Costa Rica 29 \$ US, Honduras 46 \$ US, Panama 15 \$ US, RD 30 \$ US). L'offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle, peut changer et peut être retirée à tout moment sans préavis. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 1,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de services achetés. Les vols sont sur Sunwing Airlines ou Jetairfly. Le service en vol varie selon l'heure de vol et la destination. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure de Vacances Sunwing 2015/2016. Titulaire d'un permis du Québec #702928. | 09/01/2016

Vivez la différence<sup>MC</sup>

## DÉPARTS DE MONTRÉAL • UNE SEMAINE • TOUT COMPRIS

Club Amigo Carisol Los Corales *** Santiago de Cuba, Cuba Chambre - 3 et 10 févr.	675\$	Palma Real Beach Resort & Villas *** La Ceiba, Honduras Chambre Palma vue piscine sans balcon 17', 8 et 15 févr.	1095\$	Memories Splash Punta Cana ***PLUS Punta Cana, Rép. dom. Chambre de luxe - 29 janv., 2, 5 et 9 févr.	1495\$
Club Amigo Marea Del Portillo *** Manzanillo de Cuba, Cuba Chambre supérieure - 27 janv., 3 et 10 févr.	695\$	Ole Playa Blanca ***PLUS Cayo Largo, Cuba Chambre - 30 janv. et 6 févr.	1165\$	Memories Grand Bahama Beach & Casino Resort ***PLUS Grand Bahama, Les Bahamas Chambre de luxe ile - 7 et 14 févr.	1545\$
Gran Club Santa Lucia *** Santa Lucia, Cuba Chambre - 11 et 18 févr.	795\$	Fantasy Island Beach Resort Dive Marina *** Roatan, Honduras Chambre promo vue mer - 1 <sup>er</sup> et 8 févr.	1295\$	Doubletree Resort by Hilton Central Pacific *** Liberia, Costa Rica Chambre de luxe - 20 et 27 janv.	1595\$
Memories Paraiso Azul Beach Resort ***PLUS Cayo Santa Maria, Cuba Suite junior balcon - 2, 3, 9 et 10 févr.	985\$	Oasis Palm *** Cancun, Mexique Chambre pyramide Splash - 1 <sup>er</sup> , 2 et 4 févr.	1295\$	Crown Paradise Golden Puerto Vallarta ***PLUS Puerto Vallarta, Mexique Chambre de luxe vue mer - 6 et 13 févr.	1625\$
Riu Merengue ***PLUS Puerto Plata, Rép. dom. Chambre - 5 et 7 févr.	995\$	Azul Ixtapa Resort *** Ixtapa-Zihuatanejo, Mexique Chambre de luxe vue mer - 9 févr.	1325\$	Royalton Riviera Cancun Resort & Spa *** Riviera Maya, Mexique Suite junior luxueuse - 4, 11 et 18 févr.	1795\$
Grand Memories Varadero ***PLUS Varadero, Cuba Surclassement en ch. supérieure - 27 et 29 janv.	995\$	Royal Solaris Los Cabos *** Los Cabos, Mexique Chambre de luxe - 28 janv. et 4 févr.	1335\$	Sonesta Maho Beach Resort & Casino *** Saint-Martin Chambre supérieure - 4 et 11 févr.	1985\$
Be Live Experience Hamaca Garden & Beach *** Santo Domingo (via La Romana), Rép. dom. Chambre Splash vue jardin 29, 31 janv., 5 et 7 févr.	995\$	Posada Real Puerto Escondido *** Puerto Escondido, Mexique Chambre - 2 et 9 févr.	1335\$	Secrets Huatulco Resort & Spa *** Huatulco, Mexique Suite junior jacuzzi - 2 et 9 févr.	2035\$
Memories Holguin Beach Resort ***PLUS Holguin, Cuba Chambre - 30, 31 janv., 3, 6, 10 et 13 févr.	1045\$	The Reef Coco Beach *** Riviera Maya, Mexique Chambre - 4, 11 et 18 févr.	1375\$	Grand Palladium Jamaica Resort & Spa ***PLUS Montego Bay, Jamaïque Suite junior économique - 30 janv. et 5 févr.	2195\$
Memories Flamenco Beach Resort ***PLUS Cayo Coco, Cuba Suite junior balcon vue jardin 3, 7 et 10 févr.	1055\$	Sheraton Bijao Beach Resort Panama ***PLUS Panama Chambre de luxe vue jardin - 29 janv. et 5 févr.	1395\$	Holiday Inn Resort Aruba *** Aruba Chambre supérieure - 25 janv. et 8 févr.	2245\$

## ACTUALITÉS

## TRANSCANADA

SUIITE DE LA PAGE 1

Énergie Est doit faire l'objet d'une évaluation environnementale québécoise. C'est aussi au cours de cette période que le gouvernement du Québec doit se prononcer sur le projet de pipeline qui serpentera sur le territoire de la province sur près de 700 kilomètres, traversant des centaines de cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent, le territoire de plusieurs municipalités et des terres agricoles.

Le mandat précis de M. Ryan, fils de feu Claude Ryan, se lit comme suit: «Représentations afin que les orientations prises par le gouvernement provincial et les instances municipales soient favorables au développement du projet de pipeline interprovincial, et plus spécifiquement, les représentations afin d'établir un cadre de processus volontaires de consultation publique et d'autorisation adapté à ce projet».

Selon la fiche inscrite au registre des lobbyistes, le mandat cible le ministère du Conseil exécutif (le ministère du premier ministre Philippe Couillard), mais aussi celui des Finances, celui de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, celui de l'Énergie et des Ressources naturelles et celui du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. En contrepartie de son travail de lobbyiste-conseil, il doit recevoir «de 10 000\$ à 50 000\$».

## Pour le pipeline

Contacté par *Le Devoir*, M. Ryan a confirmé qu'il est effectivement lobbyiste-conseil pour la pétrolière albertaine. «Oui, fièrement, car je suis convaincu que l'oléoduc est le mode de transport de l'énergie le plus vert, le plus sécuritaire, le plus économique», a-t-il répondu par courriel. Il a également confirmé qu'il siège à la Commission politique du PLQ. «Oui, fièrement, de

puis de nombreuses années et dans le respect du code d'éthique et de déontologie du PLQ.»

En embauchant Patrice Ryan, TransCanada a effectivement choisi un spécialiste des relations gouvernementales qui est aussi un militant de longue date du PLQ. Selon ce qu'a précisé par écrit le directeur des communications du parti, Maxime Roy, M. Ryan «est membre du PLQ depuis 1998. Il milite depuis de nombreuses années. Il a été président de la Commission politique régionale de Montréal de 2007 à 2013».

La Commission politique du parti «a la responsabilité de définir les orientations politiques du parti et de proposer à ses membres les éléments de réflexion en vue de l'élaboration du programme du parti», a également précisé M. Roy.

«Je suis convaincu que l'oléoduc est le mode de transport de l'énergie le plus vert, le plus sécuritaire, le plus économique»

Le PLQ s'est en outre doté d'un code de déontologie qui doit être respecté par les membres de la Commission politique, a-t-il souligné. Ce code oblige à «déclarer» tout intérêt dans une entreprise, mais aussi «éviter toute situation où il serait en conflit ou en apparence de conflit entre, d'une part, les obligations de sa fonction et, d'autre part, son intérêt personnel ou celui d'une personne ou d'une organisation qui y est liée». M. Ryan a d'ailleurs dit adhérer «complètement» au code de déontologie du PLQ.

Le porte-parole du commissaire au lobbyisme, Daniel Labonté, a pour sa part indiqué que les lobbyistes actifs sont tenus de respecter un «code de déontologie» dans le cadre de leurs mandats. Il a toutefois admis qu'il n'existe pas de «dispositions spécifiques» pour encadrer les liens entre le lobbyisme et les activités politiques.

## Des questions éthiques

Pour le juriste André Lacroix, spécialiste des questions d'éthique et professeur à l'Université de Sherbrooke, des «questions se posent» dans ce genre de situation, qui met en évidence les façons de faire des entreprises qui font la promotion de leurs intérêts.

«Est-ce que s'inscrire comme lobbyiste, donc

dévoiler ses intérêts, est suffisant? Est-ce qu'il n'y aurait pas des implications politiques dont il faudrait se retirer. Il faudrait y réfléchir. Sans dire si cela est acceptable ou non, on peut lever un drapeau jaune et voir s'il n'y aurait pas là un malaise à clarifier. Il ne faut pas oublier qu'il est rémunéré par l'entreprise.» La question se pose d'autant plus, selon lui, que dans le cas de M. Ryan, il ne s'agit pas simplement de «militier» au sein du parti, mais bien de «prendre part aux instances décisionnelles» de celui-ci.

Outre Patrice Ryan, TransCanada a également embauché l'été dernier l'avocate Anne Drost comme lobbyiste-conseil. Son mandat pour le projet de pipeline Énergie Est est le même que celui de M. Ryan. M<sup>me</sup> Drost a représenté en 2012 le ministre libéral des Transports Pierre Moreau dans le cadre de négociations internationales.

L'ancien porte-parole de TransCanada au Québec dans le dossier du pipeline d'exportation était Philippe Cannon, ex-candidat du PLQ lors des élections de 2007. M. Cannon a par la suite été attaché de presse de la ministre Line Beauchamp, lorsque celle-ci était ministre de l'Environnement du Québec.

Le projet de pipeline de TransCanada doit être évalué par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. La pétrolière albertaine a toutefois refusé de déposer une étude d'impact pour son projet, comme cela se fait habituellement au Québec. Le gouvernement Couillard l'a tout de même autorisée à mener des travaux préliminaires, notamment dans le Saint-Laurent, avant le début de l'évaluation environnementale.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec ne compte pas tenir compte des impacts environnementaux de la production de pétrole des sables bitumineux qui coulera dans le pipeline Énergie Est, à raison de 1,1 million de barils par jour. S'il se concrétise, ce projet conçu pour faciliter l'exportation du pétrole de l'Ouest créera 33 emplois directs au Québec lors de la phase d'exploitation.

Le Devoir

## CSDM

SUIITE DE LA PAGE 1

projet de loi jusqu'à son adoption. La présidente de la CSDM fulmine.

«On a reçu ce rapport cet automne. On l'a entre nos mains, le rapport est encore là. [Mais] en ce moment, on ne peut pas prendre cette décision en raison de l'article 193», confie-t-elle au *Devoir*. «Il n'y a pas de quiproquo: depuis le 4 décembre, le ministre [François Blais] se donne le droit de faire un changement pas juste quand la loi sera adoptée, mais dès le moment du dépôt du projet.»

Tassé de la direction générale à la fin mai, Gilles Petitclerc a été suspendu avec solde. Au même moment, il s'est placé en congé, compliquant ainsi les démarches qui auraient pu mener à son renvoi.

Gilles Petitclerc avait été critiqué dans le rapport commandé par Québec à la firme Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) sur la situation financière de la CSDM. La goutte qui aura fait déborder le vase: une recommandation de Gilles Petitclerc d'approuver la concession, sans aucun appel d'offres, d'un contrat de 825 000\$ minimum auquel auraient pu s'ajouter des honoraires supplémentaires, à RCGT. Ce contrat visait à doter la CSDM d'un «accompagnateur externe», comme recommandé dans le rapport de RCGT. La proposition avait été jugée «indécrite» par des membres du comité exécutif de la CSDM. La résolution finalement adoptée à l'unanimité avait rejeté sans équivoque l'avis de la direction générale.

## «Ça va nous avoir coûté une fortune»

Tenu à l'écart de la CSDM depuis sept mois, M. Petitclerc continuera à être payé par l'organisme au moins jusqu'à l'adoption du projet de loi, ce qui pourrait prendre encore quelques mois, au minimum. Entre-temps, Robert Gendron agit à titre de directeur général par intérim.

«Ça va nous avoir coûté une fortune, maintient Gilles Petitclerc à la CSDM. C'est scandaleux, ce qui se passe. On comprend mal pourquoi Québec le protège ainsi», a confié une source liée au dossier. «Le rapport n'est pas très flatteur à l'endroit de M. Petitclerc, poursuit-elle. [...] C'est une enquête sérieuse, bien faite. La firme externe a fait le tour de tout le monde pour évaluer les façons de faire de M. Petitclerc.»

Quoi qu'il en soit, les choses vont beaucoup mieux aujourd'hui à la CSDM, soutient M<sup>me</sup> Harel-Bourdon. «Depuis six mois, ça roule très bien. On a su démontrer qu'on a bien travaillé pour arriver avec un déficit moindre que prévu. On est en transformation organisationnelle, et nous sommes les maîtres d'œuvre. Ça va bon train, le ministère est constamment mis au courant de la transformation et du budget. Tous les départements travaillent activement à trouver des solutions afin d'économiser des sommes, dans le but d'investir le plus possible dans les services aux élèves.»

«C'est une politique de la terre brûlée», dit Julie White, au sujet des tractations à la CSDM et ailleurs, en référence à une tactique militaire

## Politique de la terre brûlée

C'est pour éviter que des élus scolaires profitent de leurs derniers moments d'influence pour régler leurs comptes avec leur haute gestion que le ministre de l'Éducation a inclus l'article 193 dans le texte déposé le 4 décembre, a soutenu en entrevue sa porte-parole, Julie White. «On a eu des représentations selon lesquelles il pouvait y avoir des gestes posés. Notre idée, c'est de s'assurer qu'il n'y ait pas de congédiements» au sein des hautes gestions, dit-elle.

«C'est une politique de la terre brûlée», dit Julie White, au sujet des tractations à la CSDM et ailleurs, en référence à une tactique militaire visant à provoquer la destruction la plus vaste possible lors de guerres en s'attaquant aux infrastructures et aux ressources de l'adversaire. «Nous, on veut assurer une stabilité administrative durant la période de transition, en ayant le d.g. qui reste dans les commissions scolaires.»

Sans surprise, le président de l'Association des directions générales des commissions scolaires, Raynald Thibeault, juge que le ministre Blais a eu raison d'intervenir de la sorte. «La volonté du ministre, c'est de prévoir quelque chose d'intérimaire entre le dépôt et l'entrée en vigueur du projet de loi. C'est une phase de turbulence et d'imprécision pour les commissions scolaires et le ministre voulait qu'il y ait une forme de stabilité», dit-il. Les avocats de l'Association représentent d'ailleurs M. Petitclerc dans le dossier qui l'oppose à la CSDM.

«Il y a certaines situations où c'est un peu tendu [entre les élus et leur direction générale]. Il y a la CSDM, il y en a une autre», à la Commission scolaire du Val-des-Cerfs, à Granby. Celle-ci a également procédé à la suspension ainsi qu'à l'ouverture d'une enquête externe sur la gestion de son d.g., André Messier, en avril.

Les quelque 160 membres de l'association, qui regroupe les d.g. et les d.g. adjoints des commissions, doivent d'ailleurs débattre de la position à adopter face au projet de loi 86 lors d'une rencontre la semaine prochaine.

Le Devoir

## TUTORAT

SUIITE DE LA PAGE 1

des carnets d'exercices, mais Armand est concentré sur autre chose.

«On est partis pour la factorisation, tu vas travailler là-dessus», lui dit Anthony. Les feuilles d'un cahier d'exercices se tournent jusqu'à la page 73. «J'adore», glisse le jeune homme, à moitié ironique, avant de dire plus sérieusement quelques instants après, «c'est une simple mise en évidence non?».

L'ambiance est sérieuse sans être sévère. Comme celle du centre d'apprentissage Succès scolaire dans Côte-des-Neiges, la compagnie avec laquelle la famille Luque fait affaire. Le samedi matin, une armée de tuteurs cogne aux portes de ses élèves. De l'autre côté du fleuve, la salle d'attente du centre Kumon de Brossard se gorge et se dégorge de ses jeunes apprenants tous les soirs en saison d'étude.

Déjà très présente en Asie et en Europe, l'industrie du tutorat est en pleine expansion en Amérique du Nord. Dans un rapport, l'UNESCO invitait dès 2009 les gouvernements à prendre acte du phénomène et à lui faire face. Ce système «de l'ombre» n'est pas nécessairement une mauvaise chose, mais les décideurs doivent «se demander pourquoi les parents à travers le monde sont prêts à investir des sommes aussi considérables pour compléter la scolarité», y dit l'auteur principal, Mark Bray.

Ce professeur d'éducation à l'Université de Hong-Kong va jusqu'à parler de «privatisation cachée du système» dans des pays comme la Corée du Sud où jusqu'à 80% des enfants font des heures supplémentaires après la classe.

Si cette pratique n'atteint pas encore ces sommets ici, M. Bray souligne également l'ironie de la voir surgir là où l'école publique est gratuite, de la ou on a voulu tempérer les inégalités sociales par l'éducation.

## Pas pour toutes les bourses

À un tarif minimum de 40\$ de l'heure, avec un potentiel de plusieurs heures par semaine, cet accompagnement n'est pas pour toutes les bourses. Pour «donner toutes les chances de réussir» à son fils, Jean-Louis Luque dépense entre 160 et 300\$ par mois. Kumon facture mensuellement entre 100\$ et 130\$ pour deux rencontres hebdomadaires et des feuilletons d'explications et d'exercices.

«Comme parent, c'est certainement une chose sensée à faire. On devrait s'inquiéter cependant du fait que seulement un segment de la population y a accès», reconnaît Janice Aurini, professeure de sociologie à l'Université de Waterloo.

Benoît Archambault, président de Succès scolaire, se défend de perpétuer l'élitisme en offrant des bourses de tutorat aux moins favorisés. Patricia Roy, directrice de S.O.S. études de Laval, l'envisage plutôt comme un choix: «J'ai vu des familles moins aisées gratter leurs fonds de tiroirs et des parents très à l'aise annuler la moitié des cours.» Le tutorat deviendra-t-il une autre façon de faire pencher la toute relative «égalité des chances» de son côté? Ou cette ruée exprime-t-elle un malaise envers les standards éducatifs?

«Il ne faut pas le prendre comme un désaveu envers le système public», croit Janice Aurini, de l'Université de Waterloo. En Ontario, 70% des

**50%**  
du 2 au 31 janvier 2016

[www.georgeslaoun.com](http://www.georgeslaoun.com)

4012, rue Saint-Denis T. (514) 844-1919  
1396, rue Sherbrooke Ouest T. (514) 985-0015

niloca  
une exclusivité Georges Laoun Opticien

\*détails en magasin

«Comme parent, c'est certainement une chose sensée à faire. On devrait s'inquiéter cependant du fait que seulement un segment de la population y a accès.»

Janice Aurini, professeure de sociologie à l'Université de Waterloo

parents ont en effet indiqué à des chercheurs de l'Université de Toronto être satisfaits du système scolaire. «Les enseignants sont bien formés, les élèves réussissent bien les tests internationaux, le système est bon», insiste M<sup>me</sup> Aurini.

## École «limitée»

Lise Couture, propriétaire de la franchise Kumon de Brossard note tout de même une certaine inquiétude chez certains clients: «Les bases arithmétiques sont moins bien maîtrisées, alors que le programme est très étendu. Ils font déjà de la résolution de problèmes en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année.»

«L'école étant limitée, il y a une place pour des services externes», indique quant à lui Benoît Archambault. Certaines commissions scolaires et écoles proposent directement des listes de compagnies privées de tutorat.

«94% des élèves augmentent leurs notes», promet-il. Sur la page Web de Kumon, des témoignages d'enfants prodiges: «Pravav a obtenu son baccalauréat à 17 ans», Christine, 10 ans, a quant à elle «réussi une classe de géométrie à l'Université Johns-Hopkins».

L'industrie vend parfois du rêve, et l'entrée dans les «meilleures» écoles secondaires, mais pas seulement. Dans la réalité, «on reçoit beaucoup d'enfants avec déficit d'attention, médicaments et quelques autistes», expose M<sup>me</sup> Couture. Certains parents se sentent dépassés ou encore ne connaissent pas le système scolaire, constate quant à elle Patricia Roy, chez S.O.S. études.

Armand Luque n'est pas de ceux qui ont commencé le tutorat en bas âge, ni un rescapé d'un naufrage académique certain. «J'ai toujours préféré les maths et je voulais m'arranger pour continuer à les aimer», indique-t-il, responsable et réfléchi. Il a aussi «un rêve», révèle son père Jean-Louis Luque. Ce jeune Français d'origine est passionné d'informatique et il veut accéder à un baccalauréat scientifique (l'équivalent du DEC en sciences de la nature).

À 17 ans, il est dans sa dernière année d'étude du programme français au Collège Stanislas à Montréal. Au printemps 2015, à la fin de la troisième, ou l'équivalent du secondaire 4 québécois, il devait passer un brevet basé sur trois matières, dont les mathématiques. Avec des résultats d'à peine plus de 10 sur 20 dans cette matière, l'adolescent s'est mis d'accord dès novembre 2014 avec ses parents pour se «booster», comme il le signifie.

Et ce, quitte à y passer ses samedis. «C'est sûr que je préférerais me reposer, mais on s'y fait. On est une équipe maintenant avec Anthony, c'est mon ami», dit-il. Son tuteur acquiesce: quand Armand a décroché 18 sur 20 en maths, six mois après le début de ses visites, il était «aussi heureux que lui». Cet étudiant universitaire en biochimie, lui aussi originaire de France, se voit comme un outil supplémentaire, «sans jamais se substituer au professeur».

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)